

Les crédits

Une des choses dont nous sommes conscients également, c'est qu'une bonne partie des problèmes que les petites entreprises éprouvent sont attribuables aux mesures adoptées au fil des ans par les libéraux et les conservateurs, selon le cas, et notamment à l'iniquité du régime fiscal qu'on doit aux libéraux. Ces derniers ont créé au niveau national particulièrement d'énormes échappatoires fiscales pour les nantis et les grosses sociétés multinationales. Qui a dû payer la note de ce fait? Le Canadien moyen.

Or, les chefs de petite entreprise sont des Canadiens moyens. Je le sais, puisque j'ai moi-même géré des entreprises avant d'être élu dans cette enceinte.

En Ontario, le dernier gouvernement libéral provincial nous a laissé toute une série de problèmes économiques attribuables à l'iniquité du système fiscal et, de plus, il n'a pas réglé certaines questions comme il aurait dû le faire. Il lui incombait notamment de mettre à jour et de moderniser tout la législation ouvrière.

Même le chef du Parti libéral à l'Assemblée législative de l'Ontario a reconnu hier que la seule chose qu'elle pouvait reprocher au projet de loi proposé, c'est qu'il venait à un mauvais moment. Il s'agissait d'une excellente mesure qui ne venait peut-être pas au moment opportun. Que dire alors des libéraux et des conservateurs qui ont eu 20 ans pour la présenter, mais ne l'ont jamais fait?

Les néo-démocrates sont certes disposés à moderniser la législation ouvrière afin de rétablir en Ontario une certaine stabilité économique et un climat de travail favorable comme ils vont le faire en Saskatchewan et en Colombie-Britannique, ainsi qu'au Canada, lorsqu'ils formeront le prochain gouvernement.

M. Maurizio Bevilacqua (York-Nord): Monsieur le Président, maintenant que nous avons relevé certaines des faiblesses du gouvernement de l'Ontario, nous pourrions peut-être analyser ce qu'il fait ou plutôt ce qu'il ne fait pas pour les jeunes.

Le député a parlé longuement de l'importance des jeunes au Canada, notamment en Ontario. Je me pose deux ou trois questions. Nous avons deux exemples de gouvernement néo-démocrate au Canada, soit en Colombie-Britannique et en Ontario. D'une part, ce député soutient qu'il faut appuyer les étudiants et les jeunes, mais il doit reconnaître maintenant que le dernier

budget présenté en Ontario par le Nouveau Parti démocratique annonçait en fait une réduction de 10 millions de dollars dans le programme d'aide aux étudiants et ce, au moment même où des jeunes sont désespérément en quête d'emploi.

D'autre part, le premier ministre de la Colombie-Britannique vient de supprimer un organisme de jeunes qui s'occupaient d'écologie et était très populaire.

• (1530)

Le NPD doit faire face à la réalité. Il dit certaines choses, mais quand on regarde ce qu'il fait exactement, on s'aperçoit qu'on est toujours perdant.

Nous avons un gouvernement fédéral conservateur, mais un gouvernement provincial néo-démocrate. Je vous assure que les temps sont difficiles en Ontario et je crois qu'il est plus que temps qu'on déclenche des élections pour remettre de l'ordre dans ce pays.

M. Karpoff: Monsieur le Président, je viens de jeter un coup d'oeil aux chiffres traduisant la perte de revenus fédéraux destinés à l'enseignement postsecondaire.

En Ontario cette année, le montant pour les soins de santé et l'enseignement postsecondaire s'élève à 2,6 milliards de dollars. Le tiers de cette somme est pour l'enseignement postsecondaire, de sorte que le total est d'environ 800 millions de dollars. Comme la province reçoit 800 millions de moins du gouvernement fédéral, il n'est pas étonnant qu'elle fasse une réduction de 10 millions.

La plupart des réductions ont commencé sous le gouvernement libéral en 1977. Il a récidivé en 1982, quand il a réduit le revenu garanti. Il l'a encore fait en 1983.

En Colombie-Britannique, le tiers de toutes les réductions effectuées dans le financement des soins de santé et de l'enseignement postsecondaire sont le fait du gouvernement libéral en place au début des années 80, et non des conservateurs.

Les documents sont là pour le prouver. Au début des années 80, le gouvernement libéral a amorcé la dégradation du financement des soins de santé et de l'enseignement postsecondaire en réduisant ses versements aux provinces; et les conservateurs ont bien appris la leçon.

Le président suppléant (M. Paproski): Une autre brève question.